



DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL A LA CAMISOLE SOCIALE... UN PAS QUE NOUS PENSIONS INFRANCHISSABLE !

Totalement décomplexé, le gouvernement fédéral maintient allègrement la tête sous l'eau de ceux qui étaient déjà en apnée !

Deux mois, il nous reste deux petits mois en 2016 pour dénoncer avec force à quelle très mauvaise sauce sont mangés les CPAS, et surtout à quelle imbuvable jus sont soumises les personnes contraintes de passer le seuil d'un CPAS, redisons-le... **PAR NÉCESSITÉ TOUJOURS**. Conséquences : plus de sauce du tout pour les gens appauvris, un jus plus qu'amer qui rend malade au lieu de soulager, bref une malbouffe puissance 10 pour les gens de plus en plus confinés **DANS UN ÉTAT CONTRÔLÉ DE PAUVRETÉ DURABLE DOCILE ! La vie dans la dignité, l'émancipation et l'autonomie ... ? Au bac !**

Les CPAS auraient pu s'attendre un à gâteau pour leur 40^{ème} anniversaire... les personnes appauvries en espérant des miettes ! ET bien non, RIEN de cela. C'est un gâteau rance, une boule puante qui a été offerte à chaque CPAS et dont les « allocataires sociaux » devront subir toutes les effluves et leurs conséquences appauvrissantes : de la conditionnalité en plus, des ressources financières en moins, du temps chronométré face aux assistants sociaux, des sanctions pour des gens dans le combat de la survie, de l'exploitation par le travail volontaire mensongèrement annoncé comme choisi, de la traçabilité bestiale avec l'oubli du droit à l'oubli, de l'ajout aux pressions vers l'emploi qui n'existe pas, et le risque que le secret professionnel devienne un souvenir de bonne pratique ! Une couche de plus en faveur de la transparence des exploités quand l'organisation de l'opacité des enrichis poursuit son long fleuve tranquille. **DENTELLES OUATÉES PANAMÉENNES ET LES FRAUDEURS FISCAUX D'UN CÔTÉ, ENCLUME SUR LA TÊTE ET CAMISOLE SOCIALE DE L'AUTRE !**

Ce cocktail empoisonné prenant place sur une table loin d'être dégagée de mets déjà indigestes qu'avec combativité, des acteurs des CPAS, des travailleurs sociaux, des militants-tes « allocataires sociaux-ales », des militants-tes d'associations et du RWLP, que l'administration elle-même parfois, tente de précipiter dans la grande poubelle de table : le non-respect de la législation sous des formes diverses misant sur le fait que la personne en demande n'aura pas la connaissance, ni la force de faire valoir ses droits ; l'hyper-conditionnalisation des droits qui ajoute injustement et illégalement de la règle à la règle ; l'application systématique de la contrainte la plus forte lorsque « peut » dans les textes de loi est appliqué automatiquement comme « doit » ; l'analyse de situations « à reculons » pour n'intervenir que réellement si cela s'impose de façon criante et donc régulièrement tardive.

Et que dire de la stigmatisation, de la honte, de l'envie de ne plus être vu qui s'installe dans les tripes des gens qui luttent le plus intelligemment possible pour traverser la vie dans le trop peu ? Comment avaler que toutes ces décisions se prennent au nom de la lutte contre

la pauvreté ? Le Ministre de l'intégration sociale, Monsieur Borsus, et le gouvernement fédéral, dont Madame Sleurs Secrétaire d'Etat en charge de la lutte contre la pauvreté, sont et seront responsables de plus de drames sociaux, de plus de désœuvrement, de plus d'appauvrissement. Fossoyeurs de la solidarité et du vivre ensemble, ils génèrent toujours plus de perte de confiance des "gens de peu", des travailleurs du social, d'une partie croissante de la société civile en l'Etat et sa fonction démocratique. **Personne ne cherche à aller vers le CPAS et personne ne cherche à y rester. Aujourd'hui un nombre croissant de jeunes et moins jeunes y sont précipités à cause des mesures gouvernementales structurelles appauvrissantes ! Certains choisissent des chemins de traverse souvent fragilisants, ne supportant plus les contrôles, la culpabilisation, le jugement, la honte... ne percevant plus l'institution comme offrant l'accès à un droit.** Les bonnes réponses se trouvent uniquement dans l'accès à des emplois correctement rémunérés et organisés, une fiscalité juste, des logements payables, des besoins de premières nécessités payables (l'eau, l'électricité, la communication par téléphone et internet, l'alimentation), des pensions qui permettent de vivre, un accès à la santé pour tous, une politique de chômage sans exclusion, des services publics soutenus, une politique de l'environnement équitable, un soutien aux jeunes, un respect des personnes qui assument un handicap, une maladie, une invalidité, ... et parfois, ce devrait être le plus exceptionnellement possible, par la nécessité d'avoir recours à un accompagnement adapté et humain dans le cadre des services sociaux, y compris avec un CPAS.

AUJOURD'HUI, PLUS QUE JAMAIS DEPUIS L'APRÈS-GUERRE, CE GOUVERNEMENT CRÉE LA PAUVRETÉ ET DANS LE MÊME TEMPS EXPULSE CEUX QUI LA SUBISSENT DES DROITS ET DES MÉCANISMES SOLIDAIRES !

Entre le 14 novembre et le 22 décembre, durant 40 jours, le RWLP informera, communiquera, mobilisera et participera à des actions portées par des acteurs solidaires, pour nommer les coups de canifs terribles dans l'action sociale des CPAS, les dysfonctionnements, expliciter les combats de personnes qui ont dû passer la porte du CPAS, énoncer des propositions constructives, inviter à une manifestation, etc.

Cet ensemble constituera la réponse à la boule puante et ses effluves, et sera adressé au Ministre de l'intégration sociale et à son gouvernement comme vœux pour 2017 ! **Si aller s'adresser à un Cpas semble être une promenade de détente à vos yeux Monsieur le Ministre, presque une cerise sur la gâteau, en ces périodes où certains s'ennuieront à se gaver de foie gras et de bulles, les « *Pauvres Inconnus* » seront au rendez-vous pour vous rappeler l'amertume de vos décisions et vous inviter à revoir votre vision et votre copie ! Avec eux, avec tous ceux qui sont de ce combat, nous ne baisserons pas pavillon.**